REPUBLIQUE DU NIGER
CONSEIL SUPREME POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE
MINISTERE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA
DESERTIFICATION

Arrêté n° 0122/MEE/LCD/DGH/DL
du 18 octobre 2010

déterminant les conditions d'exercice de la gestion communautaire des
points d'eau dans le sous secteur de l'Hydraulique Rurale

LE MINISTRE DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

- VU la Proclamation du 18 février 2010 ;
- VU l'Ordonnance n° 2010-001 du 22 février 2010, portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition, modifiée par l'Ordonnance n° 2010-05 du 30 mars 2010 ;
- VU L'Ordonnance n° 2010-09 du 1^{er} avril 2010, portant Code de l'Eau au Niger;
- VU le décret n° 2010-003/PCSRD du 23 février 2010, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le Décret n° 2010-011/PCSRD du 1^{er} mars 2010, portant compositions des membres du Gouvernement de Transition modifié par le décret n° 2010-090/PCSRD du 26 mars 2010 ;
- VU le Décret n° 2010-115/PCSRD du 1^{er} avril 2010, déterminant les attributions du Ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification;
- VU le Décret n° 2010-116/PCSRD du 1^{er} avril 2010, portant organisation du Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification;

ARRETE :

Article Premier : En application de l'article 67 de l'ordonnance n° 2010-09 du 1^{er} avril 2010, portant Code de l'Eau au Niger, et de la Section Première, Chapitre 2 de l'Arrêté N° 0116/MEE/LCD/DGH/DL du 15 Octobre 2010, fixant les modalités d'organisation, de gestion, de suivi et du contrôle du service public d'approvisionnement en eau potable des populations et du cheptel dans le domaine de l'hydraulique rurale au Niger, les conditions d'exercice de la gestion communautaire des points d'eau dans le sous secteur de l'Hydraulique Rurale, sont précisées par le présent arrêté.

Article 2 : On distingue deux (2) cas :

- Les systèmes de type mini-AEP, Poste d'Eau Autonome et Station de Pompage

Pastorale ;

- Les systèmes de type Puits cimenté moderne, puits forage, forage équipé de moyen d'exhaure et forage artésien.

Article 3 : La Commune signe avec le comité de gestion de point d'eau une convention de gestion, selon qu'il s'agisse de l'un ou l'autre cas, tels que précisés à l'article 2 ci-dessus.

Les Conventions de gestion précisent les engagements respectifs de chacune des parties. Elles sont élaborées conformément aux deux (2) modèles annexés au présent arrêté

Article 4 : sont abrogées toutes dispositions antérieures, contraires au présent arrêté.

Article 5 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république du Niger.

Signé :
Général de Brigade
Abdou Kaza

Ampliatiions :

PCSRD/CAB
PM/CAB
TS MINISTERES
MEE/LCD/SG
MEE/LCD/IGS
MEE/LCD/DGH
MEE/LCD/DGE/E/F
MEE/LCD/DC
MEE/LCD/DRH
MEE/LCD/DDH
GOUVERNORATS
DPTS
COMMUNES
CHRONO
SGG/JORN

ANNEXE 1 : MODELE DE CONVENTION DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ENTRE LA COMMUNE ET LE COMITE DE GESTION DE POINT D'EAU (CGPE)

[Ce modèle concerne les CGPE qui gèrent des infrastructures de type puits cimenté moderne, forage équipé et forage artésien]

CONVENTION DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

ENTRE La Commune [*Urbaine/Rurale*] dereprésentée par
Monsieur, agissant es qualité de Maire

D'une part,

ET

Le Comité de Gestion du Point d'eau (CGPE) du village de.....

Canton de

Commune [*Urbaine/Rurale*] de

Département de

Région dereprésenté par Monsieur

agissant en qualité de Président du Comité ;

D'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE PREMIER : Objet, durée et conditions spéciales

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente Convention est le transfert de la gestion du point d'eau moderne du village de.....au Comité de Gestion dudit point d'eau

Elle détermine les engagements respectifs des parties signataires vis à vis de l'exploitation, la gestion, l'entretien, le renouvellement, l'extension des installations servant à prélever et à distribuer l'eau à des fins de consommation domestique et d'abreuvement du bétail.

La Convention pourra concerner l'ensemble des points d'eau publics de la localité.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée de trois (3) ans renouvelable.

Elle peut toutefois être résiliée par la Commune en cas de graves irrégularités constatées dans la gestion des Fonds ou dans la fourniture du service, en termes de continuité ou de qualité.

Article 3 : Conditions spéciales

La réalisation d'un inventaire des équipements et des installations, objet du transfert de la gestion, constitue une condition préalable avant la signature de la présente convention.

Cet inventaire, joint en annexe (annexe 1), est actualisé au fur et à mesure que seront réalisés des travaux d'extension ou en cas de renouvellement des installations.

CHAPITRE II: Les engagements respectifs de la commune et du CGPE

Article 4 : Engagement de la Commune

La Commune s'engage à :

- Apporter son appui au CGPE dans le règlement de conflits éventuels ;
Contrôler la bonne constitution et l'utilisation du fonds de renouvellement ; elle soumet les demandes au service déconcentré du Ministère de l'Hydraulique qui doit donner son accord ;
- Associer le CGPE aux choix d'investissement (faisabilité technique des travaux, mise en conformité avec le Plan de Développement Communale/PDC) ;
- Informer les acteurs et les services de l'Etat des conditions d'exécution du service public de l'eau ;
- Approuver le règlement d'usage et les tarifs.

Article 5 : Engagement du CGPE

Le CGPE s'engage à :

- Assurer la protection des installations contre tout acte malveillant et les mauvais usages ;

Garantir un fonctionnement adéquat et durable des équipements et installations hydrauliques en vue d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable des populations, en qualité et en quantité suffisante ;

Servir de cadre de concertation, de décision et de défenses des intérêts de la communauté des usagers de l'eau, sur toutes les questions relatives à l'exploitation des équipements du village ;

- Sensibiliser et former la population sur les questions liées au service de l'eau dans le village, notamment sur le coût de l'eau et de la nécessité du paiement régulier de l'eau au tarif fixé ;

Veiller au respect des normes d'hygiène autour des points d'eau ;

- Veiller au respect du règlement d'usage des points d'eau (annexe 2) tel que définis avec les usagers et adopté par la Commune ;

- Assurer l'encaissement des recettes de la vente de l'eau et des cotisations ;

- Garantir une saine gestion des ressources financières ;

- Respecter les tarifs fixés par la Commune.

Le CGPE :

- Organise le travail des personnes auxquelles il a confié la gestion quotidienne des installations (fontainiers) ;

- Confie au travers de contrats le gros entretien et les grosses réparations à un artisan réparateur ou plongeur agréés par le Ministère de l'Hydraulique.

Le règlement d'usage précise les modalités d'entretien des servitudes d'accès aux points d'eau pour l'abreuvement du bétail et les modalités d'accès des éleveurs, transhumants ou non, aux points d'eau.

Article 6 : Suivi et contrôle

La Commune est responsable du suivi et du contrôle technique et financier de la gestion.

Le CGPE est tenu d'établir et d'adresser les états de gestion trimestriels du point d'eau à la Commune.

En outre, tous les ans, avant la fin du mois de Janvier de l'année suivante, un rapport technique et financier sera transmis à la Commune.

CHAPITRE III : Dispositions financières

Article 7 : Prix de l'eau

Les tarifs applicables sont élaborés par la Commune, conformément aux dispositions en vigueur.

Le montant de la redevance est fixé par la Commune en accord avec le CGPE.

Le montant doit couvrir les frais de gestion, d'entretien, de maintenance et du renouvellement des équipements.

Les modalités de recouvrement seront définies dans le règlement d'usage.

Article 8 : Gestion des recettes

Le CGPE :

- encaisse les recettes collectées ;
- enregistre les dépenses et recettes dans un livre comptable ;
- à la fin de chaque mois et au plus tard le 10 du mois suivant, verse les fonds destinés aux renouvellements dans un compte bancaire ouvert à cet effet. Une copie du reçu de dépôt doit être transmise à la Commune ;
- conserve la caisse au niveau du village dont les fonds sont destinés à couvrir les charges de fonctionnement et d'entretien (lubrifiant, pièces de rechange, rémunération d'intervention réalisée par les artisans réparateurs ou plongeurs).

Les contributions initiales des populations pour la réalisation des infrastructures sont logées dans le compte bancaire ouvert pour recevoir les fonds de renouvellement.

CHAPITRE IV : Dispositions diverses

Article 9 : Dénonciation de la convention

La convention de Gestion peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties si elle constate des manquements graves de l'autre dans le respect des engagements souscrits.

La dénonciation de la présente convention se fera par une lettre officielle adressée à l'autre Partie.

Dans le cas où elle est faite par le CGPE, cette dénonciation doit être décidée par l'Assemblée Générale des usagers de l'eau. Dans ce cas, le CGPE doit solder tous ses passifs. La Commune prendra toutes les dispositions y afférentes.

En cas de dénonciation de la présente convention, la Commune choisit le futur mode de gestion à établir.

En cas de résiliation de la convention, il sera procédé à un bilan financier et un inventaire des équipements.

Article 10 : Règlement des différends

Les parties s'engagent à faire appel à l'assistance de la Direction Départementale de l'hydraulique en cas de nécessité constatée pour le règlement des différends qui peuvent naître dans l'interprétation de la présente convention.

En cas d'échec de cette procédure de conciliation, les parties peuvent porter leurs litiges devant les juridictions compétentes de la République du Niger.

Article 11 : Validité

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Fait àle

LUE ET ACCEPTEE

**Pour le CGPE
Le Président**

**Pour la Commune
Le Maire**

**Visa du Directeur Départemental de l'Hydraulique
Documents annexes de la convention :**

Annexe 1. Procès verbal d'inventaire des équipements existants attestant de leur conformité avec les spécifications techniques et de leur bon fonctionnement établi de manière contradictoire entre la Commune, les services techniques de l'Etat et le CGPE.

Annexe 2. Règlement d'usage.

Annexe 3. Modèle de rapport annuel d'activités technique et financière.

ANNEXE 2 : MODELE DE CONVENTION DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ENTRE LA COMMUNE ET LE COMITE DE GESTION DE POINT D'EAU (CGPE)

[Ce modèle concerne les CGPE qui gèrent des infrastructures de types mini-AEP, PEA etSPPJ

CONVENTION DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

ENTRE La Commune [*Urbaine/Rurale* dereprésentée par Monsieur.....agissant en qualité de Maire,

D'une part,

ET

Le Comité de Gestion du Point d'eau (CGPE) du village de..... Canton de Commune [*Urbaine/Rurale*] de Département de Région de..... représenté par Monsieur agissant en qualité de Président du Comité ;

D'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE I : Objet, durée et conditions préalables

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente Convention est le transfert de la gestion des infrastructures hydrauliques destinées à l'alimentation en eau potable des populations et du cheptel duVillage de

Elle détermine les engagements respectifs des parties signataires vis à vis de l'exploitation, la gestion, l'entretien, le renouvellement, l'extension des installations servant à prélever et à distribuer l'eau à des fins de consommation domestique et d'abreuvement du bétail.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée de trois (3) an renouvelable. Elle peut toutefois être résiliée par la Commune en cas de graves irrégularités constatées dans la gestion des Fonds ou dans la fourniture du service public d'eau, en termes de continuité ou de qualité.

Article 3 : Conditions spéciales

La réalisation d'un inventaire des équipements et des installations, objet du transfert de la gestion, constitue une condition préalable avant la signature de la présente convention.

Cet inventaire, joint en annexe (annexe 1), est actualisé au fur et à mesure que seront réalisés des travaux d'extension ou en cas de renouvellement des installations.

CHAPITRE II: Les engagements respectifs de la commune et du CGPE

Article 4 : Engagement de la Commune

La Commune s'engage à :

- Apporter son appui au CGPE dans le règlement de conflits éventuels ;
- Contrôler la bonne constitution et l'utilisation du fonds de renouvellement et d'extension ; elle soumet les demandes au service déconcentré du Ministère de l'Hydraulique qui doit donner son accord ;
- Associer le CGPE aux choix d'investissement (faisabilité technique des travaux, mise en conformité avec le Plan de Développement Communale/PDC) ;
- Informer les acteurs et les services de l'Etat des conditions d'exécution du service public de l'eau ;
- Approuver le règlement d'usage et les tarifs ;
- Autoriser les branchements : elle soumet les demandes au service déconcentré du Ministère de l'Hydraulique, pour avis motivé.

Article 5 : Engagement du CGPE

Le CGPE s'engage à :

- Assurer la protection des installations contre tout acte malveillant et les mauvais usages ;
- Garantir un fonctionnement adéquat et durable des équipements et installations hydrauliques en vue d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable des populations, en qualité et en quantité suffisante ;
- Servir de cadre de concertation, de décision et de défenses des intérêts de la communauté des usagers de l'eau, sur toutes les questions relatives à l'exploitation des équipements du village ;
- Sensibiliser et former la population sur les questions liées au service de l'eau dans le village, notamment sur le coût de l'eau et de la nécessité du paiement régulier de l'eau au tarif fixé ;
- Veiller au respect des normes d'hygiène autour des points d'eau ;
- Veiller au respect du règlement d'usage des points d'eau (annexe 3) tels que définis avec les usagers et adopté par la Commune ;
- Assurer l'encaissement des recettes de la vente de l'eau ;
- Garantir une gestion saine des ressources financières ;
- Respecter les tarifs fixés par la Commune.

Le CGPE :

- Organise le travail des personnes auxquelles il a confié la gestion quotidienne des installations (pompistes, gardien, fontainiers, etc) ;
- Confie au travers de contrats le gros entretien et les grosses réparations à des entreprises spécialisées, après accord préalable de la Commune et du Service déconcentré de l'hydraulique.

Article 6 : Suivi et contrôle

La Commune est responsable du suivi et du contrôle technique et financier de la gestion.

Le CGPE est tenu d'établir et d'adresser les états de gestion suivants à la Commune:

- Tous les mois, avant le 7 du mois suivant, une fiche de données mensuelles technique et financière conformément au modèle en Annexe 4 qui présente les résultats financiers et techniques de la gestion du mois écoulé ;
- Tous les ans, avant la fin du premier trimestre du nouvel exercice :
 - o Un rapport annuel d'activités technique et financier sur les résultats de l'exercice écoulé conformément au modèle donné en annexe 4. Ce document est accompagné du compte d'exploitation présenté conformément au modèle donné en annexe 2 ;
 - o Un programme d'activité annuel, comportant notamment son analyse du fonctionnement du service, les volumes des ventes envisagés, argumenté et accompagné d'un compte d'exploitation prévisionnel. La Commune dispose d'un délai de 1 mois pour communiquer ses observations.

CHAPITRE III : Dispositions financières

Article 7 : Prix de l'eau

Les tarifs applicables sont élaborés conformément aux dispositions en vigueur, par la Commune.

Le montant de la redevance est fixé par la Commune en accord avec le CGPE.

Le montant doit couvrir les frais de gestion, d'entretien, de maintenance et du renouvellement des équipements.

Article 8 : Gestion des recettes

Le CGPE :

- encaisse les recettes collectées par les fontainiers et auprès des abonnés disposant d'un branchement (particulier ou privé) ;
- enregistre les dépenses et recettes dans un livre comptable ;
- à la fin de chaque mois et au plus tard le 10 du mois suivant :
 - o verse à la Commune une quote-part de la redevance destinée à la rémunération de la structure d'appui conseil (SAC/SPE) ;
 - o verse les fonds destinés aux renouvellements et extensions dans un compte bancaire ouvert à cet effet. Une copie du reçu de dépôt doit être obligatoirement, transmise à la Commune.
- conserve la caisse au niveau du village dont les fonds sont destinés à couvrir les charges de fonctionnement et d'entretien (énergie, lubrifiant, pièces de rechange, rémunération d'intervention réalisée par des entreprises spécialisées).

Les contributions initiales des populations pour la réalisation des infrastructures sont logées dans le compte bancaire ouvert pour recevoir les fonds de renouvellement et extensions.

CHAPITRE IV : Dispositions diverses

Article 9 : Dénonciation de la convention

La convention de Gestion peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties si elle constate des manquements graves de l'autre dans le respect des engagements souscrit.

La dénonciation de la présente convention se fera par une lettre officielle adressée à l'autre Partie.

Dans le cas ou elle est faite par le CPGE, cette dénonciation doit être décidée par ssemblée Générale des usagers de l'eau. Dans ce cas, le CGPE doit solder tous ses passifs. La Commune prendra toutes les dispositions y afférentes.

En cas de dénonciation de la présente convention, la Commune choisit le futur mode de sstion à établir.

En cas de résiliation de la convention, il sera procédé à un bilan financier et un wentaire des équipements.

Article 10 : Règlement des différends

Les parties s'engagent à faire appel à l'assistance de la Direction Départementale de l'hydraulique en cas de nécessité constatée pour le règlement des différends qui peuvent naître dans l'interprétation de la présente convention.

En cas d'échec de cette procédure de conciliation, les parties peuvent porter leurs litiges devant les juridictions compétentes de la République du Niger.

Article 11 : Validité

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

Fait àle

LUE ET ACCEPTEE

**Pour le CGPE
Le Président**

**Pour la Commune
Le Maire**

Visa du Directeur Départemental de l'Hydraulique